

à énoncer une ligne de conduite. Le gouvernement doit donc faire face à cette responsabilité envers la population et envers nous à la Chambre.

Bien que je n'aie guère d'expérience en matière de procédure parlementaire, une chose qui m'a impressionné c'est le fait qu'il n'y a eu que de la confusion dans les arrangements et les façons de procéder auxquels on a recouru pour appliquer les programmes du gouvernement actuel—s'il en a—sans compter son indécision et son hésitation à présenter des mesures législatives.

Il serait tragique pour le Canada d'avoir maintenant des élections provoquées par les événements survenus aux cours des trois derniers jours et empreintes d'une note anti-américaine. Les États-Unis sont nos plus proches voisins et nos amis les plus intimes. Des élections dans de telles conditions ne causeraient que du tort. A mon avis, l'éditorial en première page du *Globe and Mail* d'aujourd'hui expose extrêmement bien cette situation:

Les événements survenus à Ottawa laissent prévoir que le premier ministre John Diefenbaker songe sérieusement à dissoudre le Parlement et à décréter de nouvelles élections. Notre journal estime qu'il serait catastrophique d'avoir des élections en ce moment. Le Parlement actuel laisserait derrière lui un tel état de services, qu'il constituerait un affront pour le Canada, dans l'histoire des Parlements, soit un état absolument vierge de réalisations.

On lit cela et l'on entend les mêmes sentiments exprimés dans chaque coin du pays. On voit que ce n'est pas là simplement l'idée de quelques hommes et femmes siégeant dans l'opposition. Je poursuis:

Une année entière pour laquelle aucun des crédits nécessaires à la gestion de la nation n'a été approuvé. Deux sessions sans budget.

Le pire de tout, aucun programme découlant de ce budget destiné à stimuler et à stabiliser la croissance économique de la nation, afin de nous donner les moyens de production et le sens de la concurrence qu'il nous faut avoir si nous voulons survivre aux transformations qui opèrent dans les marchés mondiaux.

Le Canada ne pourrait que s'exposer à un grave préjudice en ayant des élections tout de suite. Nous avons d'autres besoins urgents qui doivent avoir la priorité.

Le premier de ces besoins, c'est une déclaration du gouvernement nette et compréhensible sur la politique de défense, y compris la question des armes nucléaires.

La démission du ministre de la Défense nationale a plongé les députés dans un état d'esprit déprimant. J'y suis très sensible parce que le député qui représente la circonscription de Calgary-Nord est pour ainsi dire considéré comme un natif de ma localité. Il suffisait d'une demi-heure pour aller de la propriété de ma famille à sa ferme et peut-être, à part ses propos mal inspirés de jeudi soir, je sais qu'il est très estimé pour la conscience qu'il a constamment manifestée

[M. Thompson.]

dans l'accomplissement de sa charge. Je ne pensais pas qu'il se rangerait si rapidement à l'avis que je lui ai donné jeudi soir, mais il a jugé nécessaire de démissionner. Il n'est jamais facile de prendre une telle décision. Il faut croire que seules des divergences d'opinions très importantes l'y ont poussé.

Ainsi qu'on l'a dit cet après-midi, le pays attend de ses députés plus d'unité, une union plus grande dans nos diversités. Je doute fort qu'une commission royale d'enquête ou une conférence fédérale-provinciale réussisse à résoudre nos problèmes, mais il serait bon qu'un comité parlementaire les étudie. Il me semble que le député de Calgary-Nord (M. Harkness) ferait un excellent président, mais ce qui me préoccupe c'est que nous n'assumons pas nos responsabilités vis-à-vis de nos électeurs avec plus d'intelligence et de sens du devoir.

Revenant à l'éditorial du *Globe and Mail*, je lis un peu plus bas:

Ce dont le Canada a besoin, en deuxième lieu...

Ce dont il a besoin en premier lieu, c'est d'un énoncé précis de la politique nationale de défense...

...de façon tout aussi immédiate, si ce n'est plus immédiate, c'est d'un budget comportant les données de la politique économique des trois ou cinq prochaines années au moins. D'ici là, les rapports de la commission royale d'enquête sur les affaires de banques et les finances et de la commission royale d'enquête sur les questions fiscales devraient fournir la base de réformes très importantes et de plans à longue échéance.

Ce sont les exigences qui se posent au Canada et il est essentiel de les combler dans l'intérêt du pays, si ce n'est même pour lui permettre de survivre.

Et voici la conclusion de l'éditorial:

Le gouvernement devrait énoncer franchement la politique de défense, ce qui nous permettrait d'entamer des négociations rationnelles avec les États-Unis. Il devrait se hâter de présenter un budget qui nous permette de restaurer notre économie. A une telle franchise, la loyale opposition apporterait toute sa collaboration. Nous demandons au premier ministre d'oublier les considérations de parti et les élections et d'être un chef d'État.

Voilà où nous en sommes, à l'heure actuelle, à la Chambre des communes.

Pour ce qui est de cette confusion et de cette indécision—indécision érigée en système, à mon sens—je ferai remarquer qu'il ne suffit pas de vouloir expliquer le présent par le passé. Notre gouvernement est un gouvernement de crises. Nous allons d'une crise à l'autre. Nous devrions essayer de prévoir quel sera le prochain problème qui se posera et décider, à l'avance, si nous allons le traverser, le contourner, le survoler, ou comment nous allons y remédier.

L'ancien ministre de la Défense nationale déclare qu'il est en faveur des armes nucléaires pour les forces défensives du Canada qui font partie tant de l'OTAN que du NORAD.